

Communication sur la politique de coopération décentralisée –
Bilan de l'année 2007

Intervention de Françoise Winckler

Cette communication nous mène à pousser plus loin l'analyse des évolutions de la coopération décentralisée et des besoins de nos partenaires. D'ores et déjà, des pistes se font jour.

Il est maintenant admis que la coopération décentralisée vit depuis deux ou trois ans un véritable « big bang » :

- Révolution dans les principes avec le passage progressif d'une coopération de l'offre à une coopération de la demande.

- Révolution dans les pratiques avec une plus grande professionnalisation des acteurs avec l'apparition d'un véritable « multilatéralisme » sur des actions de plus en plus techniques.

- Révolution enfin dans la géographie.

Aux côtés des destinations traditionnelles, on voit se multiplier les liens dans les pays dits « émergents », Chine, Brésil, Inde.

Ces évolutions cohabitent avec les formes traditionnelles de coopération de développement qui, elles aussi se modernisent et se professionnalisent.

A partir de ces pratiques, validées par des résultats, il va falloir élaborer des schémas de coopérations décentralisées plus collectifs en phase avec des stratégies de développement.

La région doit se fixer de nouveaux défis. En tant que représentante directe des citoyens, elle doit s'engager à combattre la guerre, la violence et le terrorisme, mais également encourager la paix, en favorisant la solidarité et la coopération décentralisée.

Il paraît clair que sans une intervention décisive de la Communauté Internationale, il sera très difficile de mettre fin au conflit israélo-palestinien et aux souffrances terribles et inutiles dont sont victimes les populations d'Israël et de Palestine.

Nous devons pouvoir développer des programmes de coopération décentralisée en Israël et en Palestine.

Le cantonnement des entreprises palestiniennes dans de petites enclaves, ajouté à la fermeture brutale du marché de l'emploi en Israël aux travailleurs palestiniens, a propulsé l'Autorité palestinienne en première ligne, l'obligeant à multiplier le nombre des fonctionnaires pour éviter un dangereux contre-choc social. Parant au plus pressé, la communauté internationale a fait le choix de soutenir de plus en plus massivement les finances publiques palestiniennes ; elle verse des salaires, directement sur les comptes des fonctionnaires de l'Autorité, méthode la plus immédiate de redistribution.

Un processus politique va peut-être s'enclencher mais la situation des Palestiniens risque de rester pour longtemps encore dictée par l'urgence.

Et qu'Israël, qui a créé une des économies les plus dynamiques de la région, comprenne que sa sécurité ne sera pas assurée tant que la désespérance et la misère camperont à sa porte.

Depuis la fermeture du terminal Karni, par lequel transitent les importations et exportations palestiniennes, près de 85 % des entreprises ont cessé de fonctionner dans la bande de Gaza. 70 000 Palestiniens ont perdu leur emploi, ce qui faisait vivre plus d'un tiers de million d'habitants. Le gouvernement israélien cherche à éviter les contrecoups médiatiques d'une pénurie alimentaire. Il laisse donc passer à intervalles réguliers des convois de nourriture et de produits de première nécessité. Cependant, l'économie se retrouve totalement asphyxiée. Toute exportation demeure impossible, de même que l'importation de matières premières et de marchandises à usage industriel.

Il est honteux et contraire au droit qu'une population entière soit ainsi prise en otage.

Aussi, au regard de la situation dans cette région du monde, les élus du groupe communiste souhaitent voir la région Centre donner un élan supplémentaire aux nombreuses coopérations en cours en direction des villes, des villages et des institutions palestiniennes.